COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 23 novembre 2012
(convocation du 12 novembre 2012)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Trois Novembre Deux Mil Douze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÛZERE Jean-Marc, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, M. LAMAISON Serge, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, M. ANZIANI Alain, M. ASSERAY Bruno, Mme BALLOT Chantal, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, M. BRUGERE Nicolas, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DELAUX Stéphan, Mlle DELTIMPLE Nathalie, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, M. EGRON Jean-François, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUILLEMOTEAU Patrick, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JOUBERT Jacques, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, Mme LIMOUZIN Michèle, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PENEL Gilles, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RAYNAUD Jacques, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUYEYRE Matthieu, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel à partir de 11h50
M. CAZABONNE Alain à M. BONNIN Jean-Jacques
M. BRON Jean-Charles à M. BRUGERE Nicolas à partir de 12h40
Mme CARTRON Françoise à M. TURON Jean-Pierre
Mme CURVALE Laure à M. DANJON Frédéric à partir de 12h
Mme FAYET Véronique à M. ROBERT Fabien jusqu'à 10h
M. GELLE Thierry à Mme BONNEFOY Christine
M. LAMAISON Serge à M. LABISTE Bernard jusqu'à 11h
Mme LIRE Marie-Françoise à M. DUPOUY Alain jusqu'à 10h45
M. PIERRE Maurice à M. TOUZEAU Jean jusqu'à 10h
M. PUJOL Patrick à M. GUICHEBAROU Jean-Claude
M. SAINTE-MARIE Michel à M. BAUDRY Claude jusqu'à 9h45
M. SOUBIRAN Claude à M. DUPRAT Christophe
Mme TERRAZA Brigitte à Mme BOST Christine à partir de 12h55
Mme BREZILLON Anne à Mme PIAZZA Arielle à partir de 11h50
Mme CAZALET Anne-Marie à Mme TOUTON Elisabeth

M. CAZENAVE Charles à Mme CHAVIGNER Michèle
M. CHARRIER Alain à M. ANZIANI Alain à partir de 12h40
M. DAVID Jean-Louis à M. BRON Jean-Charles
M. DAVID Yohan à Mme. COLLET Brigitte
Mme DELATTRE Nathalie à Mme WALRYCK Anne
Mme DESSERTINE Laurence à M. DUCASSOU Dominique
Mlle EL KHADIR Samira à M. DUBOS Gérard
Mme EWANS Marie-Christine à M. CHARRIER Alain
jusqu'à 12h40 et M. TRIJOLET Thierry à partir de 12h40
M. GUICHOUX Jacques à Mme BALLOT Chantal
M. GUYOMARC'H Jean-Pierre à M. SOLARI Joël
M. LOTHAIRE Pierre à M. SIBE Maxime
M. PAILLART Vincent à M. AMBRY Stéphane
Mme PARCELIER Muriel à M. DELAUX Stéphan
M. REIFFERS Josy à M. BOUSQUET Ludovic
Mme SAINT-ORICE Nicole à Mme LAURENT Wanda

LA SEANCE EST OUVERTE

**Convention avec l'Etat concernant la sécurisation des déchetteries -
Autorisation de signature**

Monsieur CAZABONNE présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

Le rapport de présentation :

Les seize déchetteries communautaires sont de plus en plus victimes d'actes de vandalisme qui font peser un risque sur les agents communautaires y exerçant leur activité professionnelle et sur les bâtiments.

Ces effractions constituent également un préjudice pour notre Etablissement en générant des coûts directs de gardiennage, de réparation et des coûts induits sur des pertes de recettes.

A titre d'exemple, plus de 70 plaintes ont été déposées entre juillet 2010 et juillet 2011, pour des dégradations diverses sur les bâtiments, clôtures ou matériels de stockage ainsi que pour des vols manifestes sur des produits entreposés.

Le club des collectivités girondines en charge de la gestion des déchets ménagers a souhaité engager une démarche collective sur cette problématique. Un courrier a été adressé, le 07 novembre 2011, par le Président du Conseil Général à Monsieur Le Préfet de la Gironde pour l'alerter sur ces vols et dégradations ainsi que sur le sentiment croissant d'insécurité qui s'instaure sur les déchetteries du Département.

Dix-sept intercommunalités, dont la Communauté Urbaine de Bordeaux, ont paraphé ce courrier.

Au vu de ces éléments, des groupes de travail ont été organisés en mai et juin 2012, regroupant la Préfecture, les représentants des forces de l'ordre, le Conseil Général et les établissements gestionnaires de déchetteries de la Gironde.

Après les étapes de définition du diagnostic puis des axes stratégiques de sécurité et de prévention concernant les déchetteries du département, il convient désormais de franchir l'étape de la validation de la stratégie territoriale.

Pour cela, la Préfecture a transmis une proposition de convention sur le sujet, à valider par chaque établissement gestionnaire.

Cette convention est établie entre l'Etat représenté par M. Le Préfet de la Région Aquitaine et les Procureurs de la République près le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux et Libourne, et les représentants des établissements gestionnaires de déchetteries de la Gironde.

Cette convention a pour objectif de conjuguer les efforts des différents acteurs afin de lutter plus efficacement contre les effractions commises à l'encontre des déchetteries.

Elle est actée pour une durée de un an à compter de la date de signature et sera renouvelée par tacite reconduction chaque année.

La convention prévoit :

- la mise en place d'un réseau d'échange et d'alerte entre les unités de Gendarmerie, les services de Police et les établissements gestionnaires de déchetteries, avec notamment la désignation de référents et la création de fiches incident transmises par voie électronique aux services de Police et de Gendarmerie,
- la mise en place d'un partenariat en matière de prévention professionnelle, avec notamment la sensibilisation et la formation du personnel aux enjeux de la sécurité, une réflexion sur des dispositifs de prévention ou encore l'élaboration de plans de limitation des risques pendant et hors des heures d'activité.
Un référent sûreté des services de Police et de Gendarmerie sera chargé de conseiller, orienter et aider les établissements gestionnaires dans cette démarche.
Par ailleurs, sur chaque site, sera apposé un panneau informant que tout objet déposé à la déchetterie appartient à l'établissement et que tout prélèvement d'objet est constitutif de vol.
- une meilleure gestion des plaintes, investigations et contrôles

Le suivi et l'évaluation des procédures feront l'objet d'une présentation annuelle.

En conséquence, il apparaît souhaitable :

- d'approuver le projet de convention,
- d'autoriser le Président à signer la convention.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le projet de convention visant à définir une stratégie territoriale

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT

Le préjudice subi par la Communauté Urbaine de Bordeaux générateur de coûts directs de gardiennage, de réparation et de coûts induits sur des pertes de recettes,

Le risque encouru par les agents communautaires affectés aux déchetteries,

La volonté des différents acteurs (services de l'Etat et Etablissements gestionnaires de déchetteries) de conjuguer leurs efforts afin de lutter plus efficacement contre les effractions commises à l'encontre des déchetteries.

DECIDE

Article 1 :

Le projet de convention définissant une stratégie territoriale visant à sécuriser les déchetteries de la Gironde est approuvé.

Article 2 :

Monsieur le Président est autorisé à signer la convention.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 23 novembre 2012,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN PRÉFECTURE LE
30 NOVEMBRE 2012**

PUBLIÉ LE : 30 NOVEMBRE 2012

M. DIDIER CAZABONNE